



Publié le 04/05/2026

N° 2026/101

ARRÊTÉ
PORTANT RÉGLEMENTATION ET AUTORISATION
D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
DU LUNDI 18 MAI 2026 AU LUNDI 08 JUIN 2026 DE 08H00 À 18H00
À L'OCCASION DE TRAVAUX
EFFECTUÉS PAR L'ENTREPRISE SARL BLASCO

Guillaume TADDIO, Maire de la Commune de BÉDARRIDES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;

VU la loi n° 82.213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi du 22 juillet 1982 et notamment son article 34 ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la voirie routière et notamment sa partie réglementaire ;

VU le procès-verbal du conseil municipal en date du 27 mars 2026 portant élection de Monsieur Guillaume TADDIO en qualité de Maire ;

CONSIDÉRANT la demande en date du 28 avril 2026 par laquelle Madame Manon JEAN, gérante de la société SARL BLASCO, sise N°747, Chemin du Rocan à CARPENTRAS (84200), sollicite une réglementation et une occupation du domaine public, sise 1, chemin de Noffres à BÉDARRIDES (84370) du lundi 18 mai 2026 au lundi 08 juin 2026 de 08h00 à 18h00 à l'occasion de travaux de remplacement en lieu et place du poteau télécom cassé ou abîmé n°735714 - donneur d'ordre COMELEC pour le compte de l'opérateur ORANGE ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation pour garantir la sécurité publique pendant la durée des travaux ;

CONSIDÉRANT qu'il convient dans l'intérêt général de prendre des mesures de police ;

ARRÊTÉ

Article 1 : Réglementation de la circulation

Du lundi 18 mai 2026 au lundi 08 juin 2026 de 08h00 à 18h00, la circulation des véhicules à moteur sera réglementée, la chaussée pourra être rétrécie mais la circulation ne sera pas interrompue, sur la voie ci-dessous énoncée :

- 1 Chemin de Noffres

Article 2 : Occupation du domaine public

L'entreprise SARL BLASCO est autorisée à occuper le domaine public pour le remplacement en lieu et place du poteau télécom cassé ou abîmé n°735714- donneur d'ordre COMELEC pour le compte de l'opérateur ORANGE.

Le bénéficiaire de la présente autorisation est responsable des accidents ou dommages de toute nature qui pourraient résulter de ses installations.

Article 3 : Signalisation

La signalisation nécessaire sera mise en place et entretenue par le demandeur pour permettre l'application des présentes dispositions. Elle devra notamment permettre aux piétons de circuler en toutes sécurités aux abords du chantier.

Article 4 : Véhicules prioritaires

L'interdiction visée à l'article 1 n'est pas applicables aux véhicules de secours, police et gendarmerie dans le cadre de leur service et aux services techniques municipaux en intervention.

Article 5 : Sanctions

Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Exécution, publicité et recours

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet arrêté. Une ampliation sera transmise pour exécution à :

- Monsieur le demandeur (SARL BLASCO) ;
- La Brigade de Gendarmerie de Sorgues ;
- Les Sapeurs-Pompiers de Bédarrides ;
- La Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat ;
- Les Services Techniques municipaux ;
- La Police Municipale.

Un exemplaire sera affiché en mairie et publié dans le registre des arrêtés tenu par le service de la mairie. Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune, conformément à l'article R. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales.

Les voies et délais de recours contre le présent arrêté sont les suivants :

- Recours gracieux auprès de M. le maire de Bédarrides dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification du présent arrêté ;
- Recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification du présent arrêté, conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, ou par voie dématérialisée via le téléservice « Télérecours » (<https://www.telerecours.fr>).

Fait à BÉDARRIDES, le 28 avril 2026

Le Maire,
Guillaume TADDIO

